

Que faire des modèles d'habiter ?

Françoise Navez-Bouchanine
Institut National d'Aménagement
et d'Urbanisme
BP 6215, Rabat-Instituts
Rabat
Maroc

Résumé

La recherche de modèles d'architecture et d'urbanisme "authentiques" est au Maroc une préoccupation affichée par les pouvoirs publics depuis les années soixante-dix. Pourtant, cette recherche se cantonne dans des aspects marginaux et essentiellement formels, sans accorder d'importance aux usagers et à leurs modèles d'habiter. Cet article fait le point, à partir de recherches menées pendant deux décennies sur l'appropriation de l'espace dans les grandes villes marocaines. Il tente de mettre en évidence les grandes convergences décelables tant à travers les stratégies résidentielles que déploient les habitants que dans le modelage ou remodelage qu'ils font subir à leurs espaces de vie. Cette mise en évidence, qui ne concerne ici que l'espace privé et les espaces limitrophes au logement, conduit alors l'auteur à s'interroger sur l'usage des modèles dans le processus de conception des logements futurs et sur la collaboration possible entre différentes disciplines concernées par ces modèles ainsi qu'entre différents acteurs et au premier chef, les concepteurs et les usagers.

Summary

Since the seventies, the public authorities have shown concern for research into "authentic" models of architecture and town planning in Morocco. Yet, this research is restricted to the marginal and essentially formal aspects, without attributing importance to the users and their ways of living. This article takes stock of the research carried out over two decades on the appropriation of space in large Moroccan towns. It attempts to highlight the main convergences discernible both through the residential strategies of the inhabitants and the way they shape or re-shape their living spaces. The use of models is questioned in the process of designing future housing and possible co-operation between the different disciplines concerned by these models and between different players and, primarily, the designers and users.

1. Introduction

La recherche de modèles d'architecture et d'urbanisme "authentiques" est au Maroc une préoccupation affichée par les pouvoirs publics depuis les années soixante-dix. Elle a fait l'objet de réflexions et d'actions, qui, s'alimentant à la certitude d'avoir perdu une certaine forme d'identité culturelle, tentent de retrouver et de réintroduire dans la conception architecturale et urbanistique des éléments porteurs de cette identité.

Cette recherche semble toutefois rester plus discursive qu'effective; quand elle se traduit en actes, elle reste souvent cantonnée dans une esthétique d'habillage et concerne surtout l'architecture, l'urbanisme passant au second plan. Elle a accordé peu d'importance à l'analyse des modèles socio-culturels et de leur transformation voire même à la simple prise en compte de l'observation des espaces vécus aujourd'hui dans les villes. Concrètement, cela s'est traduit par une prédominance accordée à la recherche formelle de "signes" où la culture et la tradition sont prises comme un référent global, monolithique et statique.

L'utilisateur et la prise en considération de ses besoins, pratiques et aspirations sont donc, sauf exception, largement absents de cette recherche. S'il arrive que les pratiques habitantes soient avancées, c'est davantage en se référant à des éléments déduits (de l'histoire, des coutumes ancestrales, d'un archétype traditionnel, du code social de l'Islam...) qu'à des éléments induits du réel et en se situant dans une prééminence du postulé sur l'observé. Par ailleurs, l'interprétation de ces pratiques dans la perspective de véritables stratégies résidentielles déployées par les groupes domestiques est extrêmement rare; il y donc une tentation relative de figer ces pratiques.

Pourtant, si l'intérêt pour la mobilité intra-urbaine et les stratégies résidentielles est récent, de nombreuses observations ont par contre été menées sur les pratiques du logement dans les villes marocaines¹ pendant les quarante dernières années. Elles révèlent toutes une dimension importante d'appropriation/ réappropriation de l'espace, principalement privé et limitrophe au logement. Occasionnelles ou systématiques, menées par des chercheurs locaux ou par le biais de programmes étrangers, privilégiant la réappropriation culturelle ou les changements sociaux, ces recherches n'ont guère atteint les décideurs et concepteurs, qui ne voient dans ces phénomènes d'appropriation qu'anarchie, arriération mentale ou absence de compétence de l'habitant et ne s'y intéressent donc que pour chercher à les contenir ou à les réprimer. Les efforts touchants qui ont été faits dans certaines grandes

¹ Travaux divers et d'envergure variable mais apportant tous des éléments intéressants sur les mécanismes et modalités de l'appropriation de l'espace: diplômes d'architecture ou thèses universitaires essentiellement. Parmi les recherches plus élaborées ou plus approfondies, on citera les travaux de Adam (1972), Arrif (1991), Coannus & Wittner (1988), Boughali (1974), El Khiari (1987), Petonnet (1972), Pinson (1992, 1993) et enfin les nôtres (1978, 1986, 1991a,b,c). La plupart de ces travaux ont toutefois souvent privilégié l'hypothèse de réappropriation culturelle, plus rarement de changement social, et n'ont pratiquement jamais retenu les deux à la fois.

opérations publiques de lotissement pour dresser des obstacles matériels aux transformations par les usagers auraient pourtant pu être investis dans cette perspective où seuls, quelques architectes urbanistes ont à ce jour mis leurs jalons à côté de ceux des sociologues ou anthropologues... On comprend bien que cette situation ne résulte pas d'un manque d'effort mais bien d'une vision sur le logement et la ville où le désir d'imposer normes et standardisation le dispute à des intentions "pédagogiques" explicites.

Mais d'autres facteurs peuvent expliquer cette indifférence. D'une part, la manière et les termes dans lesquels la commande publique est confiée aux architectes et la marge de manoeuvre dont ces derniers disposent pèsent lourdement dans la balance. D'autre part, des limites inhérentes aux observations elles-mêmes et à la difficulté d'articulation entre conclusions de ces dernières et changement des pratiques de conception retiennent particulièrement l'attention du sociologue; ils sont en effet stimulants voire même provocants pour la recherche, notamment en ce qui concerne le rôle d'aide à la décision que pourraient jouer travaux et observations pluridisciplinaires sur le sujet.

L'hétérogénéité des situations où peuvent être observés les processus d'appropriation et la complexité de ces derniers me paraît ainsi constituer la difficulté majeure que rencontre aujourd'hui une recherche qui se voudrait "appliquée". En effet, la légitimité de chaque observation particulière peut être mise en cause dans la perspective d'une recherche de "modèles-types" nationaux qui inspireraient les créations futures. Dans l'impossibilité de prédire ces "bonnes" organisations pour n'importe quelle population standard, le sociologue est souvent confronté à un problème de communication avec la demande opérationnelle et est ipso facto renvoyé à sa recherche "théorique"...

Pourtant, les travaux sur le Maroc montrent une telle convergence sur certains points relatifs à l'organisation de l'espace, cette convergence elle-même fait tellement bien écho à ce que relèvent des chercheurs algériens et tunisiens qu'il paraît impossible de les ignorer et de différer continuellement un débat de fonds sur la question. Pour alimenter ce débat, cet article fait le point sur les éléments les plus convergents qui ressortent de l'observation des pratiques d'appropriation des espaces privés et limitrophes dans les villes marocaines et sur les difficultés et les limites de l'utilisation de ces résultats dans la conception des logements et des quartiers futurs.

2. Stratégies résidentielles et pratiques d'appropriation

L'observation des pratiques habitantes et des stratégies résidentielles dans les villes marocaines aboutit à une série de constats dont le plus important est sans conteste celui du désir foncier et de la capacité peu commune dont font preuve les habitants pour acquérir, organiser ou réorganiser le logement en fonction de leurs besoins, pratiques et de aspirations sociales.

Cette volonté produit des effets d'intensité variable suivant les situations concrètes données mais elle se retrouve chez toutes les couches sociales dans tous les types d'habitat, y compris les plus démunies des premières dans les plus précaires des seconds.

Elle parvient à s'exprimer envers et contre tout : obstacles sociaux, règlementaires, matériels, financiers... sont souvent surmontés ou contournés, témoignant à la fois d'une certaine inadéquation entre l'habitat d'une part, le vécu et les aspirations d'autre part ainsi que de l'importance capitale que représente la réduction de cette inadéquation.

2. 1. Les stratégies résidentielles des ménages

Ces stratégies sont une première indication des efforts d'adéquation entre logement accessible et modèles de référence pour l'habiter, dans lesquels il est très important de considérer à la fois la construction en tant que telle et l'environnement physique comme social. Peu de travaux ont été réalisés directement sur ce sujet mais les données existantes permettent de mettre en évidence un certain nombre de points communs¹.

* Ainsi, l'examen des itinéraires passés et projetés des ménages montre que ces derniers font preuve d'une véritable maîtrise de l'urbain comme un tout. Dans leurs attitudes en matière de déplacement, les ménages font entrer en ligne de compte l'évaluation des différentes alternatives qui s'offrent à eux. Ils sont relativement bien informés sur les différentes possibilités ainsi que sur les caractéristiques spatiales et sociales des opportunités, qu'elles soient issues du marché formel ou informel, même si ce niveau de connaissance est supérieur pour les zones proches que pour celles qui sont plus éloignées. Ce paysage informatif fait une large place aux actions passées, présentes et à venir de l'Etat, grand lotisseur, et plus particulièrement aux opérations de recasement des bidonvillois, aubaine guettée tant par les concernés que par tous ceux qui pensent pouvoir acheter un "désistement"... Ces opérations déterminent nombre de stratégies actives ou au contraire d'un attentisme complexe et raffiné.

L'évolution des lotissements clandestins - conditions du marché et permissivité des autorités locales - est également très bien suivie car l'acquisition d'un lot que l'on construira progressivement représente pour beaucoup l'unique possibilité de devenir jamais propriétaire; cette dernière constitue une aspiration fondamentale qui, certes, préexistait dans le modèle traditionnel mais qui s'est trouvée renforcée par la politique de l'Etat qui, depuis trente ans, cherche à résoudre la crise du logement exclusivement par l'accès à la propriété... Il est important de souligner que dans ce parcours d'accès au clandestin, on retrouve des habitants de niveau socio-économique

¹ Une recherche en cours, mais dont la première phase a déjà donné lieu à deux publications nous fournit quelques données de base (Dansereau & Navez-Bouchanine, 1992; 1993) Toutefois, d'autres travaux qui ne sont pas nécessairement centrés sur cette problématique apportent des confirmations précieuses au chercheur; cf, par exemple, Ameur & Naciri, 1987.

divers, du pauvre à la couche moyen supérieur, et d'origines très diverses; contrairement à une idée très répandue, il ne s'agit pas exclusivement d'immigrés ruraux en première phase d'accès, mais également d'immigrés ayant largement transité, parfois plus de 20 ans, dans d'autres quartiers de la ville ainsi que de natifs de la ville elle-même ayant connu ces mêmes parcours intra-urbains. Pour les moins démunis, le passage par le clandestin est un nouveau transit qui leur permettra d'accéder à un quartier populaire légal, mieux aménagé et mieux desservi. La fonction de substitut ou de tremplin de l'informel au formel apparaît bien dans cet exemple. Le clandestin marocain ne peut en aucun cas être considéré comme un contre-modèle par opposition au lotissement légal; il en constitue au contraire la tentative de copie la plus évidente.

* Les stratégies sont de manière dominante menées par des groupes domestiques réduits à la famille nucléaire, à la recherche d'un processus de décohabitation, qui reste l'aspiration majeure des couples. Ceci n'empêche le développement à terme de formes de recohabitation des fils aînés s'ils ne trouvent pas eux-mêmes d'opportunités de séparation. Ceci n'empêche pas non plus le maintien de solidarités familiales fortes, du moins avec les fractions les plus proches de la famille élargie qui constitue le recours le plus solide et le plus mobilisé pour aider tant à débusquer les opportunités qu'à les concrétiser (achat, construction). La capacité de les mobiliser détermine en partie la réussite ou l'échec des stratégies esquissées. Les autres réseaux sont par contre largement absents sur ce chapitre. Le voisinage n'apparaît que rarement en amont; par contre il est d'une importance capitale pour la satisfaction résidentielle et, à travers elle, pour les mobilités et enracinements urbains. Le comportement des voisins, leur "être-en-société-urbaine" détermine en effet le désir de rester ou au contraire de partir.

2. 2. L'appropriation des logements

L'appropriation/réappropriation des logements acquis, voire même loués dans certains cas, constitue une seconde indication des efforts faits par les habitants pour réaliser l'adéquation logement/ modèles d'habiter.

Cette appropriation peut n'apparaître que dans l'usage: il s'agit alors de simples transformations fonctionnelles qui n'ont sur la matérialité du bâti qu'une influence pointilliste et immatérielle, mais néanmoins significative. Mais leur "invisibilité" première n'échappe pas à une observation attentive. Elle peut, à l'opposé, se réaliser à travers des transformations matérielles et concrètes plus ou moins importantes et qui marquent l'espace de manière permanente. Quoique les premières soient très instructives, ce sont les deuxièmes qui retiennent le plus l'attention car elles témoignent d'une volonté plus explicite de modelage de l'espace.

Plusieurs types de modelage coexistent. Ils méritent d'être distingués pour ne pas tomber dans une opposition simpliste entre "mauvais concepteurs" et "usagers authentiques".

Ainsi, le modelage peut intervenir par réaction des usagers par rapport à un logement ou un modèle de logement qui leur est proposé ou imposé. Il s'agit de transformations physiques qui interviennent soit après que les habitants aient fait l'expérience concrète de la vie quotidienne dans ces logements, soit *a priori*, avant même d'y avoir vécu. Ces transformations concernent l'abattement ou au contraire l'élévation de murs, les modifications de la localisation et/ou de l'équipement des installations sanitaires, la suppression, modification ou création d'espaces de rangement, la couverture ou fermeture des parties ouvertes ou découvertes, la modification de la localisation, de la forme et/ou des matériaux des ouvertures (portes, fenêtres...), l'ouverture d'un accès à la terrasse. Des transformations plus légères se rencontrent également lorsque les premières sont impossibles, difficiles, ou trop coûteuses: division d'un espace en sous-espaces et/ou condamnation des ouvertures par de simples rideaux, voire par le mobilier, obstructions visuelles diverses ...

Ce modelage peut également se faire par inférence quand les habitants ont une possibilité d'intervenir dans la conception du logement. En théorie, cette inférence est largement possible dans l'habitat individuel surtout (lotissements économiques, villas, habitat clandestin, bidonvilles...) mais également dans certains habitats collectifs (notamment le cas des coopératives ou autres formes d'association, assez en vogue dans les couches moyennes des grandes villes).

En pratique, il faut en souligner les limites. Nombre de ménages des couches populaires n'interviennent que de manière ponctuelle et n'ont donc pas un impact déterminant. L'exemple de la petite production domestique à partir des plans-type dans les lotissements publics est le plus illustratif. Le plan-type est le plus souvent perçu comme un papier administratif, une contrainte à appliquer pour pouvoir construire, quitte à transformer plus tard. Dans les autres cas de production domestique, le "plan", dessiné ou non, reste considéré comme l'affaire de l'"homme de l'art", le m'allem (maître-maçon) dans les formes clandestines, le dessinateur ou l'architecte dans les formes réglementaires.

S'y ajoutent des caractéristiques très différentes selon qu'on se situe dans le réglementaire ou non, mais qui convergent sur l'amoindrissement du rôle des ménages dans la pré-conception proprement dite.

Dans le non-réglementaire, l'effet de vitesse est très important pour la réussite du projet, et comme aucune représentation graphique préliminaire de l'espace n'est nécessaire, le m'allem propose *de facto* la répétition d'une construction à cour, latérale ou centrale selon la parcelle, qui est un modèle éprouvé et culturellement intégré tant par le m'allem que par les usagers. Rares parmi ces derniers sont ceux qui contre-proposent une autre manière d'organiser l'espace. Il faut souligner au passage que la copie de ce qui se fait dans le réglementaire est importante et portée par deux "voies" tout-à-fait différentes, l'une matérielle - le m'allem qui opère dans le clandestin travaille aussi comme maçon dans les constructions "légales" -, l'autre

immatérielle - la recherche anticipative de légalité pousse parfois à un "zèle réglementaire" plus développé dans le clandestin que dans les zones légales!

Dans le réglementaire, la phase de "conception" reste dominée par la nécessaire obtention du permis de construire qui peut s'avérer difficile, les *desiderata* des habitants étant souvent en contradiction avec les règlements en vigueur, notamment en termes de rapport entre espaces couverts et découverts. Mais la certitude de pouvoir ajouter à/ou transformer la construction initiale après obtention du permis d'habiter est profondément ancrée en tout initiateur de projet de construction; elle rend donc moins impérieuse la nécessité de tout "penser" et projeter *a priori*. Il faut ajouter à cela que la lecture du plan d'architecture, sa projection dans la réalité et enfin le langage utilisé par l'architecte ou le dessinateur, restent peu accessibles à la majorité des usagers. Ce phénomène peut encore s'accroître par la nouveauté de certains types d'habitat sur lesquels les usagers n'ont que des références et aucune expérience vécue. Avec les villas par exemple, on enregistre nombre de cas où les habitants n'ont fait que projeter de la référence, les espaces réalisés se retrouvant en porte-à-faux avec leurs pratiques réelles...(Navez-Bouchanine, 1988, 281 et suiv.).



Fig. 1 Couverture de cour, extensions horizontales et verticales caractérisent tout l'habitat économique marocain

L'ensemble des faits évoqués ci-dessus tendrait donc à montrer qu'il existe un certain nombre de problèmes d'ajustement entre modèles de référence - des concepteurs mais donc aussi, dans certains cas, des usagers - et habitat vécu, problèmes qui ne débouchent pourtant pas sur ce qu'on pourrait appeler une "crise de l'habiter" en raison de l'importance des pratiques de modelage et de transformation de l'espace bâti.

3. Caractéristiques convergentes des pratiques

Au-delà de l'intérêt que recèle en soi l'observation de stratégies et des pratiques d'appropriation de l'espace, c'est l'importance de ce qu'elles nous apprennent sur le contenu des modèles d'habiter qui les désigne comme objet impératif d'attention.

A cet égard des convergences remarquables peuvent être lues dans les pratiques d'appropriation, quel que soit le type d'habitat (individuel, collectif; traditionnel, moderne; légal, illégal; précaire, dur...) et quelle que soit la couche sociale. Avec des expressions et des dispositions formelles parfois très différentes, ces pratiques traduisent des modes d'organisation et de représentation des espaces qui révèlent des modèles culturels consensuels.

L'essentiel de l'effort modelleur porte sur la disposition et l'organisation intérieures du logement où des principes constants réapparaissent sous des formes très diverses. L'action sur l'apparence extérieure est également importante mais son pouvoir transformateur est plus faible: les détails et signes décoratifs constituent plus des adjonctions que de véritables modifications dans les formes et volumes; quand ces dernières existent, elles résultent le plus souvent des actions sur l'intérieur. Enfin, des actions sur l'espace limitrophe au logement sont également répandues; elles se situent dans le parfait prolongement de ce qui est réalisé pour l'intérieur.

3. 1. Ouvert/fermé

Le premier principe, probablement le plus structurant de l'espace intérieur, est la recherche de séparation la plus nette possible entre espace ouvert et espace fermé; en d'autres termes, entre espaces accessibles aux personnes extérieures et espaces réservés à la vie familiale.

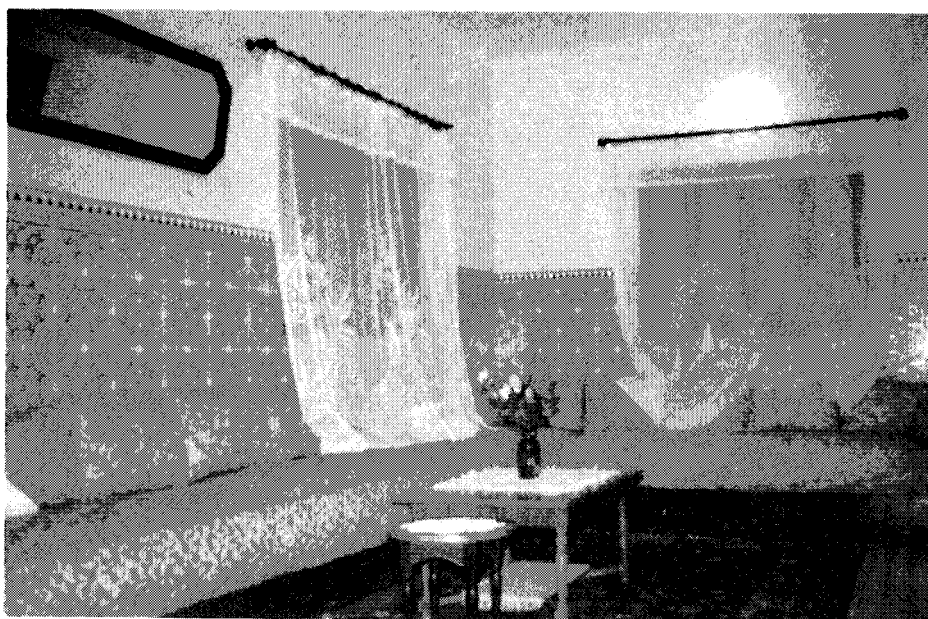
Cette recherche s'accompagne d'un investissement particulier sur certains espaces ouverts qui témoigne d'un désir de paraître et d'un besoin de représentation sociale extrêmement forts. Ils sont perceptibles dans le choix du mobilier et de la décoration, chargés tous deux de références et de symboles d'appartenance ou d'identification à la bourgeoisie urbaine. Elle affecte d'ailleurs en premier lieu le salon ou pièce des invités (bit-ed-diaf) mais elle peut s'étendre aux toilettes et à certains espaces de circulation qui sont localisés à proximité de la porte d'entrée (unique ou principale). L'objectif recherché dans cette mise à l'écart est à la fois de maintenir un bon niveau de propreté, d'ordre, de décorum... de ces pièces "extraites" des circuits de fonctionnement normaux de la maison et, en même temps, d'empêcher une visibilité trop grande de la vie quotidienne à partir de l'espace de réception; tenir donc les personnes extérieures à l'écart de ce qui s'y passe.

Cette recherche aboutit dans les villas des quartiers résidentiels à une véritable autonomisation de l'espace de réception. Dans les formes d'habitat plus modestes, elle peut se traduire par la localisation de ce salon à l'endroit le plus proche de la porte d'accès, avec aménagement d'une entrée autonome ou la plus éloignée possible de l'intérieur du logement.

L'explication par la nécessité de mise à l'écart de la femme n'est valable que dans certains cas; elle est tout à fait inopérante dans la plupart des situations où cette coupure drastique coexiste avec une liberté totale de mouvement et de circulation de l'élément féminin. C'est en réalité la protection de l'intimité familiale qui est recherchée, protection réciproque d'ailleurs car il ne s'agit pas simplement d'empêcher aux personnes extérieures de voir, sentir, entendre... ce que font les membres du ménage, mais bien aussi d'empêcher que les relatifs désordres, bruits et saletés du quotidien ne viennent polluer le caractère hautement ordonné



Fig. 2, 3 et 4 : La spécialisation d'une pièce comme pièce des invités" est commune au bidonville (photo du haut) à l'habitat économique (photo du bas) et aux habitats de standing (page suivante)



et apprêté de l'espace ouvert qui est un véritable espace de représentation. Dans l'habitat économique, ce désir de mise à distance par rapport à l'intérieur se traduit par la fermeture à clé de la porte d'accès du bit-ed-diaf.

Tout en empruntant des éléments du mode d'organisation spatiale traditionnel, cette tendance a donc bien quelque chose de propre et de spécifique et constitue une sorte de relecture du modèle citadin bourgeois. Quant aux modèles de structuration jour/nuit imposés par les concepteurs, ils subissent presque systématiquement¹ des transformations qui visent à faire prévaloir le découpage ouvert/fermé; par contre, un découpage jour/nuit subordonné à ce dernier peut parfaitement être maintenu.

3. 2. Spécialisation et polyvalence

Dans l'habitat traditionnel, les "pièces" semblent avoir connu une relative polyvalence en ce sens que de nombreuses fonctions pouvaient s'y rattacher, rarement exclusives, seulement parfois préférentielles. Cette polyvalence était accentuée dans les grandes maisons par la mobilité saisonnière (occupation du haut en hiver, du bas en été).

¹ Les transformations sont parfois impossibles; un des éléments les plus contraignants et les plus difficilement modifiable est la place des sanitaires; un W.C. dans la salle-de-bains, elle-même rapprochée des chambres à coucher, dans la partie la plus intérieure du logement, gêne énormément les usagers dans la mesure où les visiteurs sont ainsi amenés à pénétrer dans les espaces intimes. Il faut noter que dans la hiérarchie du "caché", le séjour passe parfois même avant la chambre à coucher du couple, espace ambigu oscillant entre le caché et le montré. Cf Navez-Bouchanine (1988b) et Geidel (1989) sur l'opération Dar Lamane, à Casablanca

L'habitat actuel connaît de manière très convergente une tendance à la spécialisation des pièces avec comme corollaire, dans certains types d'habitat, la "mise en service" d'espaces qui, antérieurement, n'avaient que des fonctions de circulation, d'aération, d'ensoleillement (la cour ou le woust-ed-dar selon les types d'habitat) et une polyvalence de renvoi extrêmement forte sur les espaces non spécialisés. Toutefois, même dans les logements de taille consistante, cette pièce polyvalente existe et constitue en général le "ventre chaud" de la maison. La mobilité saisonnière est réduite, voire inexistante, excepté dans les très grandes demeures habitées seulement par 3 ou 4 personnes.

La spécialisation s'opère suivant une hiérarchie convergente dans tous les types étudiés: isolement des espaces de représentation, spécialisation des espaces réservés au couple, ensuite aux individus ou groupes d'individus (garçons, filles), enfin à des fonctions particulières.

La spécialisation la plus forte atteint l'espace de réception ou bit-ed-diaf et la chambre à coucher conjugale qui sont, dans la majorité des cas, carrément "extraites" de la vie quotidienne diurne. Elles sont également marquées, figées même dans cette spécialisation par le mobilier et la décoration. Elles peuvent malgré tout accueillir quelques fonctions marginales; ces dernières ne marqueront toutefois pas l'espace de manière permanente.

Le marquage de la présence du couple, déjà notable dans les ménages nucléaires simples et élargis, qui représentent aujourd'hui le groupe domestique dominant, peut s'accentuer encore dans les cas de ménage réellement polynucléaire ou dans les cas de "décohabitation sur place"¹. Il peut aller jusqu'à la séparation physique d'espaces "sous commande" des noyaux conjugaux différents formant ainsi 2, voire 3 "logements" qui, tout en étant articulés, fonctionnent avec un minimum d'autonomie.

Les autres spécialisations sont davantage liées à des phénomènes d'appropriation individuelle et sont plus variables : "à chaque enfant une pièce" est devenu la référence, même si les pratiques conduisent à nuancer cette forme de spécialisation, notamment par le maintien d'activités collectives plus ou moins importantes dans ces espaces (Coannus et Wittner, 1988). Mais assez fréquemment, ces aspirations sont contre-carrées par le nombre d'enfants et la rareté des pièces; des variations importantes peuvent alors apparaître pour résoudre ce conflit entre aspirations et réalités: appropriation inégale d'un enfant privilégié (plus souvent un garçon qu'une fille, un "contribuant" financier qu'un non-contribuant, un étudiant qu'un non-étudiant, éventuellement le fils aîné), appropriation par sexe (chambre des garçons, chambre des filles), appropriation par âge (les grands et les petits).

¹ La décohabitation signifie le départ des couples nouvellement formés vers un autre lieu d'habitat, mouvement déjà ancien dans les villes marocaines. Avec la crise du logement et des loyers, de nombreuses formes de découpages, surélévations, et autres transformations mineures apparaissent qui permettent le maintien de ces couples dans la même construction, mais en lui assurant un minimum d'autonomie.

Si nous évoquons les variantes importantes qui peuvent apparaître dans cette solution à un conflit possible, c'est parce qu'il nous semble évident que dans certains cas, on régle par un rappel des valeurs traditionnelles (garçon, fils aîné) alors que dans d'autres, c'est l'apparition de nouvelles valeurs et de nouveaux pouvoirs qui induit la répartition (contribuant, étudiant). Dans les deux cas, (valeurs traditionnelles, valeurs nouvelles) l'appropriation du logement fait apparaître des personnes "résiduelles", celles qui n'ont pas de prise sur l'espace.¹

Ces modelages et cette appropriation de l'espace sont portés par un ensemble de changements socio-culturels et économiques très profonds : le développement du salariat, le déclin du pouvoir patriarcal, la nucléarisation de la famille, l'émergence du couple et le développement de l'individualisme en sont les éléments les plus visibles. Il s'agit de tendances agissantes et les modèles qui en résultent sont donc à voir dans leur dimension dynamique. Par ailleurs, les rapprochements qu'on pourrait être tentés de faire avec la société occidentale doivent être prudents. En effet, si on a bien affaire globalement à un même phénomène de nucléarisation, les modalités de sa réalisation sont spécifiques.

On le voit bien dans les cas où des difficultés économiques entraînent des réponses basées sur la solidarité familiale (logement ou budget mis en commun). Les conditions dans lesquelles ces réponses fonctionnent témoignent de la capacité de mobilisation de la famille étendue mais révèlent en même temps la fin du pouvoir centralisateur du "pater familias", l'émergence de nouveaux pouvoirs (économiques, intellectuels) et de nouvelles appropriations de l'espace au sein du groupe familial (Navez-Bouchanine, 1988).

Enfin, une troisième étape de spécialisation plus liée à des fonctions qu'à des personnes ou groupes de personnes peut apparaître, mais cela exclusivement dans de plus grands logements. Dans les autres, on remarque au contraire, et corollairement aux spécialisations qui viennent d'être évoquées, une polyvalence de renvoi extrêmement forte dans une pièce de séjour (bit-el-gles ou bit el makla) quand elle existe, mais également dans le woust-ed-dar que l'on couvre alors totalement ou partiellement (dalle ou couverture légère) pour qu'il puisse mieux remplir cette nouvelle fonction qui lui est assignée. Il devient alors un lieu non seulement polyvalent, mais également suroccupé, et qui, renforce, par un degré de tolérance extrême au bruit, au désordre et au sale, le caractère distancié, propre et ordonné des pièces spécialisées.

C'est dans cet espace que peuvent se régler les tensions et aspirations incompatibles avec la taille du logement. C'est évidemment aussi de son usage que peuvent naître les frustrations, de l'ensemble du ménage ou de certains de ses membres. Cependant, dans l'ensemble, on peut dire que les nouvelles attributions du woust-ed-dar

¹ Cette absence de pouvoir sur l'espace peut coexister avec une grande valorisation de la présence dans le ménage au niveau du discours; c'est notamment le cas de la présence de personnes âgées (mère, père, grand-mère...)

permettent souvent de réaliser un équilibre entre les aspirations les plus incontournables du modèle d'habiter des usagers et les contraintes dues à la conception et aux dimensions des espaces de départ.

3. 3. De l'intraversion à une extraversion contrôlée

Deux signes totalement différents d'extraversion apparaissent dans tous les types d'habitat quoique avec des intensités quelque peu différentes : d'une part les ouvertures et/ou la disparition d'éléments de protection de l'intérieur; d'autre part la mise en évidence de la façade.

3.3.1. En ce qui concerne le premier signe, on notera avant tout l'élargissement des fenêtres donnant sur l'extérieur, sur la rue, sur les espaces publics en général. On pourrait évidemment faire l'hypothèse d'une évolution strictement subordonnée et rendue nécessaire par la tendance à la couverture des cours ou *wousted-dar*. Cette dernière paraît pourtant insuffisante: d'une part ces ouvertures apparaissent même quand une autre possibilité d'éclairage existe; d'autre part, la tendance affecte davantage les étages que le rez-de chaussée, pourtant concerné au premier chef par l'obscurcissement qu'engendre la couverture. Par ailleurs, d'autres témoins importants de l'affaiblissement de la fermeture sur l'extérieur apparaissent et viennent confirmer la tendance: les murs de terrasse s'abaissent et permettent communication et échanges visuels; les seuils sont plus perméables; des balcons, des loggias, voire même des espaces limitrophes du logements sont - timidement - occupés....

Cependant, il semble bien que ni les concepteurs, ni les usagers eux-mêmes ne soient arrivés à trouver les points d'équilibre parfaits entre mouvement d'extraversion et besoin de protection.

Des limites très claires à cette tendance à l'extraversion permettent de mieux comprendre les difficultés rencontrées dans la recherche de cet équilibre. Les ouvertures et suppressions de protection ne doivent pas intervenir n'importe où et n'importe comment: elles doivent permettre tantôt de voir, tantôt de donner à voir, mais le moins possible d'être vus constamment ou par surprise. Les rez-de-chaussée font à cet égard l'objet de soins ou de "corrections" très révélateurs: volets constamment fermés dans les petites villas et constructions en série ou dans les immeubles collectifs donnant sur des cours intérieures,¹ surélévation ou couverture végétale épaisse sur les murs de clôture...

3.3.2. La mise en évidence des façades prend des formes très variables: couleurs, matériaux de décoration divers et variés, frises, modénatures, créneaux, ouvrants... contribuent à donner ce nouveau caractère extraverti qui, tout comme la théâtralisation de l'espace de réception, poursuit un objectif de démonstration : tout

¹ Cette fermeture constitue une illustration intéressante de l'hyatus profond existant entre les tentatives de reformulation de l'identité culturelle par les concepteurs (passage de la notion d'espace central privé à celle d'espace central collectif) et vécu des usagers (Navez-Bouchanine, 1994).

à la fois exhibition du niveau socio-économique dont on dispose ou auquel on aspire et recherche de distinction, de différenciation, de nouveauté... qui, paradoxalement, se traduit souvent par la copie de détails vus "ailleurs", autres quartiers, autres villes voire autres pays... Cette extériorisation et cette projection de signes extérieurs de bien-être et de distinction sur l'habitat sont tout-à-fait nouvelles, culturellement parlant. En effet, la maison citadine traditionnelle n'exhibe pas, elle contient. Le besoin d'extérioriser dans le domaine de l'habitat, qu'on peut rapprocher d'autres formes d'extériorisation des signes de richesse et de réussite sociale réelle ou postulée, (voiture, vêtement, bijoux...) paraît lié tout à la fois à l'affaiblissement des anciennes valeurs et élites.

La société traditionnelle se caractérisait par une forme de cohabitation, dans les mêmes espaces, de couches de population de niveaux fort différents. Cette proximité était rendue possible par le degré de connaissance que les habitants avaient les uns des autres, par une structuration et une hiérarchisation très précise et très intériorisée par tous qui faisait que chacun connaissait "sa" place et s'y tenait, et enfin par la faible mobilité sociale qui caractérisait les structures..

Or la société urbaine actuelle ne repose plus sur ces valeurs comme elle n'offre plus les mêmes repères d'identification et de valorisation. Mobilités physique et sociale y sont des phénomènes courants et on assiste au développement d'une société de masse brassée, plus anonyme, où l'on n'est pas reconnu et où il y a donc nécessité de se faire connaître et reconnaître.

3. 4. L'espace limitrophe entre la protection du privé contre le public et les débordements du privé sur le public

L'urbanisme traditionnel se caractérisait par un très lent passage de l'espace privé tout à fait privé à l'espace tout à fait public. Il relayait en cela parfaitement bien le processus engagé dans le logement lui-même par la mise à distance entre seuil et cœur de la maison.

L'architecture et l'urbanisme actuels prévoient en général des contacts plus directs et une coupure plus brutale entre ces deux pôles de la vie urbaine. L'usager développe en conséquence des formes d'appropriation des espaces publics limitrophes à son logement qui ont pour objectif d'adoucir cette coupure et de restituer une hiérarchie, certes moins complexe et moins protectrice que ce qu'elle était dans le modèle traditionnel, mais néanmoins importante. Toutefois, cette réappropriation s'accompagne d'une expansion de certaines activités privées sur l'espace public qui nuancent l'hypothèse exclusive de réappropriation culturelle et renforcent l'hypothèse de changement social profond que constitue l'apparition de l'extraversion dans l'habitat, évoquée au point précédent.

Le marquage du territoire est le phénomène le plus visible puisqu'il s'accompagne d'aménagements matériels plus ou moins poussés selon les cas et le type d'habitat mais qui ont tous comme objectifs de créer un espace-tampon et de protéger les limites du logement. Dispositifs "décoratifs" métalliques ou autres placés perpen



Fig. 5, 6 et 7 : Deux exemples très différents de protection du limitrophe. Grille perpendiculaire à la terminaison du mur de façade (photo du haut) ou jadinets pris sur l'espace public dans les lotissements (photo du bas) comme dans les cités immeubles (photo ci-après) créent un même effet de respect des distances par le passant...

diculairement à la limite de la parcelle dans l'habitat individuel, ou à la fin de l'emprise sur palier dans l'habitat collectif et appropriation progressive de petits jardins ou d'espace occupé par des plantes vertes en pot sont les marques d'appropriation les plus répandues. Ils visent à reculer les frontières du logement pour lequel ils constituent véritablement une deuxième peau en écartant les passants et en empêchant toute installation de personnes ou d'objets étrangers.

Paradoxalement - mais ceci n'est que paradoxe apparent si on le relie aux signes d'extraversion - (Navez-Bouchanine, 1991b) les débordements de l'espace intérieur privé sur cet espace extérieur public pour certaines activités domestiques et moments de repos ou loisir sont fréquents et appréciés, surtout par femmes et enfants, dès que les conditions spatiales d'origine ou "corrigées" par les habitants, le permettent. Autrement dit, on montre ce qu'habituellement le logement s'évertue à cacher, et ce même quand les hommes sont à la maison. D'ailleurs, à cette spécificité féminine au quotidien peuvent répondre des usages masculins ou mixtes moins quotidiens (fêtes, jours de congé...). Toutefois, ces "débordements" font l'objet d'une codification sociale, variable certes d'un quartier à l'autre, mais rigoureuse: certains débordements sont considérés comme convenables et même valorisés comme pratique de voisinage alors que d'autres sont immédiatement renvoyés à des référents négatifs (absence d'éducation, libertinage ou ...ruralité!)¹



¹ Les habitants, comme certains chercheurs d'ailleurs, vont parfois vite en besogne pour, partant d'un signe, en déduire un comportement d'ensemble. Il est vraiment paradoxal de noter que les villas avec jardin aménagé sont considérées comme le modèle le plus élevé dans la hiérarchie de l'habitat urbain alors qu'un pied de vigne planté devant une baraque de bidonville ou devant un logement économique fait renvoyer son occupant à la ruralité, même s'il s'agit d'une "deuxième génération"...

Voilà donc les grandes tendances convergentes que l'on peut observer aujourd'hui dans l'habitat urbain au Maroc. Leur combinaison et l'intensité variable avec laquelle chacune s'exprime dans des cas concrets donnent évidemment naissance à des formes mais aussi à des usages parfois relativement hétérogènes. Le donné initial du bâti et de la trame viaire intervient également dans la hiérarchie des tendances réellement exprimées dans le produit observé. Enfin, les caractéristiques socio-culturelles des chefs de ménage et de leurs épouses pèsent également d'un poids assez lourd sur la prééminence de telle ou telle tendance.

Ces "variations sur un thème" ne s'élaborent d'ailleurs pas toujours dans la facilité et dans l'harmonie. La satisfaction d'une tendance peut entraîner, comme nous l'avons montré pour la polyvalence de renvoi, des conséquences négatives pour lesquelles le ménage ne trouve nécessairement pas toujours une parade, mais qui sont supportées parce que d'autres choses plus essentielles ont pu être atteintes. Par exemple, les ménages partagés entre un désir naissant mais limité d'extraversion, la nécessité d'éclairage et un besoin d'espace couvert supérieur à ce à quoi ils peuvent prétendre, "manoeuvrent", plus ou moins habilement; des solutions de compromis sont recherchées qui donnent parfois des résultats inattendus, notamment en matière d'hygiène, d'ensoleillement, d'aération.... On constate dans ce cas que, même si les usagers sont prêts à recenser spontanément les effets secondaires négatifs de leurs choix (humidité et moisissures, odeurs, obscurité...) ils ne les regrettent pas et seraient prêts à les refaire. Il ne s'agit donc pas d'une méconnaissance ou insensibilité aux normes établies mais d'une préséance de leurs propres hiérarchies d'impératifs que les usagers arrivent ainsi, bon gré, mal gré, à faire prévaloir.

C'est donc bien cette dynamique adaptative qui permet aujourd'hui à l'usager de garder une certaine maîtrise sur son espace privé. Certains facteurs limitent néanmoins cette dynamique adaptative et doivent être soulignés dans la mesure où le développement futur des villes risque de les renforcer : la mobilité résidentielle à l'intérieur du secteur locatif constitue une première limite évidente. Mais elle n'est pas la seule; le développement des filières de production capitalistiques du type promotion immobilière d'immeubles collectifs menace également l'habiter des futurs propriétaires: le mode d'accès à un produit fini et d'un coût plus élevé que la production domestique génèrent des modifications dont les surcoûts ne sont pas négligeables, quand la rigidité des formes et des matériaux ne rend pas ces dernières tout à fait impensables ou périlleuses¹. Enfin, plus la superficie habitable diminue, moins la flexibilité est grande et plus deviennent incompatibles les différentes aspirations que nous avons évoquées.

¹ Un des rares cas rencontrés est celui de la trame de recasement d'Ain Choubik (Meknès, composante du 2ème projet de développement urbain financé par la Banque Mondiale) où la forme particulière choisie pour les parcelles (façade étroite, parcelle profonde, minimisation des voiries) rendait l'appropriation de l'espace extrêmement malaisée; des comités de revendication auprès des autorités se constituèrent pour obtenir des dérogations sur l'emplacement de l'escalier et le pourcentage d'espace couvert et ce, avant la réalisation des constructions.

4. Que faire des modèles d'habiter?

En guise de conclusion, il paraît utile de s'interroger sur l'utilisation des travaux portant sur les modèles d'habiter et l'appropriation de l'espace dans la conception des quartiers neufs ou dans les projets d'intervention en tissus anciens.

Les sociologues et anthropologues sont généralement attentifs au danger auquel s'expose la recherche des modèles d'habiter, à savoir un saut conceptuel "de l'usage du modèle à l'usager-modèle" (Sauvage, 1989, 97), crainte justifiée par les diverses limites aux convergences relevées, qui rendent impensable l'élaboration de dispositions formelles figées et reproductibles à souhait dans le temps et dans l'espace...

Toutefois, deux problèmes bien distincts se posent. L'un a trait à la volonté des décideurs et concepteurs de prendre en considération les pratiques habitantes et est un problème politique au sens large. L'autre concerne la manière dont il faut procéder pour en tenir compte et constitue donc plutôt un problème méthodologique. Comme il est fréquent qu'on fasse porter aux seconds la responsabilité des premiers, il paraît utile de les discuter séparément.

4. 1. "Le souci et la bienveillance" (Conan, 1988)

Pour ce qui concerne le souci de concevoir un habitat adapté aux usagers, la situation qui prévaut au Maroc reste, sauf exception, dominée tantôt par une indifférence totale, tantôt au contraire par une volonté affichée et instrumentalisée de contraindre les habitants à des normes et formes dont on pressent parfois l'extranéité mais auxquelles on voudrait les amener à se conformer.

Cette indifférence peut atteindre son comble avec la confusion pure et simple qui est faite, dans certains discours officiels, entre affirmation esthétique d'identité culturelle et prise en compte des pratiques des populations. Ainsi, des concepteurs qui se targuent d'être spécialistes de l'"héritage urbain" font preuve d'une ignorance totale sur le patrimoine vivant que constituent les réinventions culturelles secrétées au jour le jour par les pratiques habitantes.

La modification d'une telle situation est tout sauf évidente. Le rapport de forces entre population et décideurs est en effet éminemment défavorable aux premiers. La rareté de l'offre, tant dans le secteur locatif que dans l'accès à la propriété, fait que même en termes d'études de marché, la question est loin d'être à l'ordre du jour. La conviction profonde de la supériorité des modèles proposés sur ceux des modèles des usagers enlève tout enjeu à des recherches sur ce thème. Enfin, les arguments qu'on pourrait opposer aux décideurs sont souvent considérés comme irrecevables à priori: s'occuper des modèles d'habiter relèverait du "luxe", du "qualitatif", alors que la situation imposerait un traitement quantitatif. L'histoire malheureuse et le devenir douteux de certains types d'habitat de masse et de série sous d'autres cieux ne semblent pas avoir laissé de traces à cet égard (Segaud, 1994).

Du côté des populations, le désir d'appropriation ne rencontre pas nécessairement des obstacles insurmontables; il existe dans nombre de cas une assez bonne marge de manoeuvre *a posteriori* qui permet finalement d'arriver à une certaine satisfaction. Ceci représente toutefois des coûts divers et relativement lourds pour les usagers comme pour le paysage urbain et se réalise par des moyens tout à fait individuels: en effet, sauf dans de très rares cas, ce phénomène d'appropriation pourtant éminemment collectif, ne s'exprime pas de manière organisée et concertée par un intermédiaire entre population et décideurs; face à ces derniers, il n'y a pas d'interlocuteurs collectifs, mais une masse atomisée d'individus.

Seuls des accidents de parcours, des problèmes inhérents aux institutions ou une grande clairvoyance personnelle de l'un ou l'autre décideur....sont donc à même, actuellement, de modifier cette situation. La mévente d'une opération particulièrement inadaptée, voire en total porte-à-faux par rapport au marché local, les menaces d'effondrement d'immeubles parce qu'un mur en voile de béton est systématiquement percé au même endroit par de nombreux usagers, l'ouverture à la recherche d'un directeur de société publique d'aménagement....ouvrent toutefois des brèches et il paraît opportun d'essayer d'en tirer le meilleur parti.

Enfin, l'intérêt récemment témoigné par une grande agence d'intervention publique pour les relations entre concepteurs et usagers est intéressante à relever.¹ Cet intérêt procédait en effet du désir de résister à des pressions économiques et technocratiques en faveur de la promotion immobilière verticale alors que l'essentiel de l'action de l'agence tourne autour de l'auto-construction individuelle. Deux éléments sont remarquables dans cette préoccupation. D'une part, la concentration de l'argument sur l'apparence extérieure des constructions, mettant en évidence l'objectif fondamental des pratiques de gouvernance urbaine, à savoir la standardisation, l'homogénéisation, le lissage du paysage urbain. D'autre part, en raison de cette prééminence de la façade et de l'apparence extérieure, une ouverture se fait jour vers une sorte de compromis où le respect de l'extérieur accorderait à l'usager la liberté d'organiser l'intérieur à sa guise. Malgré ce qu'il révèle comme pression à l'homogénéisation, ce compromis représente incontestablement un pas en avant dans l'abandon de la "pédagogie" de l'habiter, et ce, même si cet abandon procède parfois plus d'une démission que d'une conviction réelle.

Toutefois, l'auto-construction ou la construction assistée ne représente qu'une partie de la production urbaine. Le développement de la promotion immobilière est inéluctable et pose donc le problème de l'adaptation future des logements aux populations qui les habiteront. Ceci remet donc au centre des préoccupations la question du que faire des modèles.

¹ Il s'agit de l'Agence Nationale de lutte contre l'Habitat Insalubre, qui a lancé récemment une étude d'évaluation de ses programmes, centrée sur l'auto-construction et le paysage urbain

4. 2. Des manières de prendre en compte les modèles

Les modalités de prise en compte des usagers dans les filières de production où ces derniers n'interviennent pas directement ne sont pas nécessairement simples ou évidentes et de nombreux obstacles doivent être surmontés.

D'abord, une double démarche s'impose quant aux connaissances acquises sur ce sujet. Il apparaît ainsi indispensable de mieux les diffuser en insistant sur la force de certaines convergences, non sur ce qu'elles déterminent comme formes mais sur ce qu'elles véhiculent comme significations. Mais en même temps il est impératif de faire prendre conscience de l'insuffisance des connaissances acquises pour régler les problèmes spécifiques posés par chaque nouvelle intervention. Il est clair qu'en ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, la recherche est considérée comme secondaire voire inutile par beaucoup de professionnels. La plupart d'entre eux ne témoignent aucun intérêt pour des travaux d'évaluation même sommaires sur l'habitabilité et les modalités d'appropriation des opérations de moyenne et grande envergure menées au cours des dix dernières années. Ces études permettraient pourtant d'affiner et de concrétiser, pour des cas de figure de plus en plus variés, la hiérarchie des valeurs et aspirations des différentes couches sociales urbaines telle qu'elle s'exprime dans différentes formes architecturales et urbanistiques. De leur côté, les chercheurs, peu associés à la pratique, n'ont pas élaboré un langage et des préoccupations qui rencontrent les problèmes des concepteurs. Les sociologues et anthropologues auraient pourtant un rôle dynamique à jouer à cet égard s'ils sortaient de leur confinement académique.

Mais ces démarches cognitives resteraient insuffisantes car par ailleurs un autre fossé sépare les chercheurs et les professionnels. Sortis de ceux qui ne fonctionnent qu'au postulat ("les marocains veulent ceci, ils ont besoin de cela"), les concepteurs et décideurs émettent, à l'adresse du sociologue ou de l'anthropologue, des demandes pré-opérationnelles à la fois absolues et relatives, comme si un corpus général et remis régulièrement à jour existait, permettant de donner toutes les applications concrètes voulues pour toute couche sociale, dans tout type d'habitat. C'est donc souvent un dialogue de sourds. Les premiers demandent des recettes toutes faites sous la forme de modèles spatiaux applicables en toutes circonstances et s'insurgent rapidement contre ces "empêcheurs-de-crée-en-rond" qui décrivent des phénomènes, des processus, des perceptions alors qu'on attend d'eux des plans-types. Les seconds, tantôt répugnent, devant une matière si mouvante et si complexe, à concrétiser leurs observations et à prendre le risque du prédictif; tantôt, s'arrêtant à des observations partielles, ou très exclusivement liées à des formes ou à des conditions matérielles données, ils se font prendre au piège des usages, exactement comme les architectes se font prendre au piège des formes et font des propositions qui sont de nature à figer ce qui n'était dû qu'à des circonstances particulières, enfermant ainsi les populations dans d'autres carcans et exposant les nouveaux produits conçus à des modifications et réappropriations aussi impératives et fortes qu'auparavant.

Que dire enfin du dialogue entre concepteurs et usagers... Pour toutes les raisons qu'on a évoquées plus haut, les concepteurs ne font pas souvent l'effort de rechercher, au-delà d'une forme, d'un décor ou d'un signe produits par les usagers, et qui choquent leurs conceptions techniques, normatives ou esthétiques, la signification, la raison d'être de ce qui a été produit. Or cette dernière s'avèrerait stimulante pour leur propre travail de création. Les rares expériences d'implication ou de "participation", menées de manière primaire à partir d'une collecte superficielle de *desiderata*, se sont fort évidemment soldées par des échecs qui, malheureusement, servent fort à propos de repoussoir pour de futures expériences! Quant à l'utilisateur, la perception qu'il continue à avoir du concepteur - un médiateur par rapport aux règlements et aux pouvoirs administratifs à même de lui délivrer le permis de construire - ne le pousse nullement à formuler des demandes qu'il aurait parfois bien des difficultés à exprimer face au pouvoir technique.

Ainsi, de nombreux progrès dans le "dialogue" et dans le travail collectif et concerté restent à faire pour que les efforts et les attentes des uns et des autres puissent converger un minimum. Deux issues, suivies de préférence ensemble, paraissent possibles.

* La première est de reconsidérer avec sérénité et sans *a priori* négatifs les mécanismes d'appropriation en ne retenant comme source d'inspiration que les éléments les plus lourds et tout en sachant que l'appropriation *a posteriori* est un mécanisme "normal" de l'habiter. Ceci ne constitue malheureusement pas une nouveauté inouïe; Proshansky l'évoquait déjà il y a fort longtemps: "pour certains, tous les lieux sont simplement des espaces où ils vivent tandis que pour d'autres, vivre c'est un processus de transformation d'espaces en lieu" (1976, 44). Faire ce tri entre convergences collectives lourdes et les appropriations résiduelles et individuelles paraît aujourd'hui indispensable pour offrir un cadre bâti appropriable sans acrobaties ni surcoûts par les usagers marocains. Un niveau minimum consisterait par exemple à tenir compte des rejets les plus évidents et notamment des exclusions réciproques entre espaces, fonctions, localisation et caractéristiques physiques. Il est incroyable qu'on puisse continuer à ignorer le besoin de séparation au moins visuelle entre la pièce destinée aux invités et la cuisine, ou celui de protection visuelle des espaces intérieurs donnant dans des espaces publics pour ne prendre que ces exemples. Un deuxième niveau serait de rechercher les partitions optimales des logements ainsi que leur localisation adéquate. Ainsi, par exemple, la seule partition jour/nuit est aujourd'hui largement indéfendable. Enfin, un troisième niveau, requérant plus d'écoute et de travail, intégrerait davantage encore la logique de l'utilisateur en raisonnant sur le logement comme un tout à structurer par le recours aux mêmes termes d'arbitrage et choix hiérarchiques majeurs qu'opèrent les usagers eux-mêmes.

* La seconde issue réside dans un véritable rapprochement des projets à la réalité et une prévalence sans cesse réassumée du terrain de l'intervention. Chaque opération a un caractère à la fois semblable aux autres et tout à fait spécifique qui implique, dans sa mise au point, une double référence: à des connaissances théoriques générales et à

une nécessaire investigation concrète sur le "cas" particulier. Personne ne songerait à se passer de cette double référence en ce qui concerne le sol, les matériaux, l'infrastructure... En ce qui concerne les usagers, cette abstraction du minimum connu comme du cas de figure précis semble aller de soi. Dans cette prise en compte du réel, sociologues et anthropologues devraient être associés. Assumant la tâche, ils assumeront aussi la responsabilité et seront plus à même d'élaborer des objectifs et un langage commun avec les architectes et autres concepteurs.

BIBLIOGRAPHIE.

- ADAM, A. (1972), "Casablanca, essai sur la transformation de la société marocaine au contact de l'Occident" (CNRS, Paris)
- AMEUR, M. & NACIRI, M. (1987), L'urbanisation clandestine au Maroc: un champ d'action pour les classes moyennes, *Revue Tiers-Monde*, XXVI (1987) 101, 79-92.
- ARRIF, M. (1991), "Le passage précaire. Du bidonville au lotissement, anthropologie d'une mutation résidentielle", Thèse de doctorat nouveau régime, Université de Provence. (Aix-Marseille).
- BOUGHALLI, M. (1974), "La représentation de l'espace chez le marocain illettré" (Anthropos, Paris)
- COANNUS, T. & WITTNER, L. (1988), "Culture Maghrébine et villes de conception occidentale", Thèse de Troisième cycle, Institut Français d'Urbanisme, Paris.
- CONAN, M. (1988), Le souci et la bienveillance; regards sur la participation des habitants à la conception de leur habitat (Plan Construction Architecture, CSTB, Paris).
- DANSEREAU, F. & NAVEZ-BOUCHANINE, F. (1992), Les stratégies familiales et résidentielles à Rabat-Salé, *Cahier 20-93* (INRS-Urbanisation, Montréal).
- DANSEREAU, F. & NAVEZ-BOUCHANINE, F. (1993), "L'habitat informel comme facteur d'intégration à la ville" (Colloque ACFAS, Rimouski).
- EI KHIARI, A. (1987), "Modèles urbains et Modèles d'habiter dans l'habitat économique", mémoire de l'Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme (INAU, Rabat).
- GEIDEL, S. (1989), "Etudes des pratiques transformatrices dans le logement économique" (Diplôme d'architecture, Paris-Belleville).
- NAVEZ-BOUCHANINE, F. (1978), "Habitat et différenciation sociale", Thèse de 3ème cycle, Université Mohamed V, Rabat.
- NAVEZ-BOUCHANINE, F. (1986), Modèles de fait et modèles de référence dans l'habiter d'un quartier clandestin, *Bulletin Economique et Social du Maroc*, (1986) 158, 27-58.
- NAVEZ-BOUCHANINE, F. (1988a), Modèles d'habiter dans les quartiers résidentiels, Habitat, Etat et Société au Maghreb (CRESM/CNRS).
- NAVEZ-BOUCHANINE, F. (1988b), Appropriation de l'espace, *Signes du Présent*, (1988) 3, 58-64 (Rabat).
- NAVEZ-BOUCHANINE, F. (1991a): " Habiter, modèles socio-culturels et appropriation de l'espace", thèse de doctorat d'Etat, Université Mohamed V, Rabat.
- NAVEZ-BOUCHANINE, F. (1991b), Y a-t-il une crise de l'habiter, *Espaces et Sociétés*, (1991) 65, 85-108.
- NAVEZ-BOUCHANINE, F. (1991c), L'espace limitrophe, entre le privé et le public, un no man's land?, *Espaces et Sociétés*, (1991) 62-63, 135-159.
- PETONNET, C. (1972), "Espace, distance et dimension dans une société musulmane, *L'homme, revue française d'anthropologie*, XII (1972) 47-84.
- PINSON, D. (1992), "Modèles d'habitat et contre-types domestiques au Maroc" (Urbama, Tours).
- PINSON, D. (1993), "Usage et architecture" (L'Harmattan, Paris).
- PROSHANSKY, H., ITTELSON, W. & RIVLIN, L. (1976), "Environmental Psychology. People and their physical settings" (Holt, Rinehart & Winston, New York).
- SAUVAGE, A. (1989), De l'usager en architecture, *Recherches Sociologiques*, XX (1989) 1, 97-111.
- SEGAUD, M. (1994), Compétence esthétique et culture architecturale du français ordinaire" *Figures architecturales, formes urbaines* (Pellegrino, P., Ed.) (Anthropos, Genève).